



..... SNCF Paris Saint-Lazare

15 février 2024

À Gaza, c'est toute l'humanité qu'ils assassinent

Depuis le 7 octobre, le carnage opéré par l'État israélien contre la population palestinienne atteint un bilan insupportable. Entre 25 000 et 30 000 morts identifiés dont près de 5 500 enfants, plus de 67 000 blessés, dont 10 800 enfants, 17 000 enfants séparés de leurs parents, et des dizaines de milliers de disparus - probablement des morts qu'on n'arrivera plus à extraire des décombres.

90 % de la population de Gaza est en situation d'insécurité alimentaire aiguë et les deux tiers des hôpitaux sont détruits. Des maladies comme le choléra, la polio ou la varicelle refont surface. Les médecins amputent les blessés, souvent sans anesthésie, et ne disposent pas d'antibiotiques pour stopper les infections. Les infrastructures gazaouies se sont totalement effondrées : il n'y a plus d'eau courante, d'électricité ni de lignes téléphoniques. Et depuis quelques jours, l'armée d'Israël bombarde Rafah, autrement dit la zone où elle a contraint plus d'1,3 million de personnes à trouver un refuge précaire !

Complicités impérialistes

Ces quatre derniers mois d'offensive criminelle sont la poursuite impitoyable de plus de 75 ans d'oppression du peuple palestinien par l'État d'Israël avec le soutien des grandes puissances impérialistes, dont la France. Et c'est parce que l'armée israélienne avec les multiples guerres qu'elle a menées, leur sert de gendarme contre les peuples pauvres de la région que les grandes puissances lui apportent un soutien inconditionnel. Leurs propres armées scrutent ce qui se passe à Gaza... comme un test « en condition réelle » de leurs matériels militaires !

Macron appelle face caméra le gouvernement israélien à la « retenue », mais ne remet pas en cause les juteux contrats obtenus par les entreprises françaises. Depuis 2014, les marchands d'armes ont ainsi vendu pour près de 210 millions d'euros de matériel militaire.

Les capitalistes et les gouvernements à leur service parlent tous une seule et même langue : celle de l'argent et des profits.

Faux alliés hypocrites

Et quelle confiance accorder aux gouvernements des pays « émergents » ? Aucune. Même de ceux d'entre eux qui se prétendent du côté des peuples dominés, mais sont chez eux les garants d'une société particulièrement inégalitaire, ou font vivre l'enfer à ceux et celles qui osent revendiquer la justice sociale et la liberté, comme en Iran ou en Syrie.

Il n'y a rien à attendre non plus des dirigeants nationalistes, comme le Fatah au pouvoir en Cisjordanie ou le Hamas à Gaza, qui ne cherchent surtout pas à s'adresser aux opprimés des autres pays de la région, mais plutôt à devenir les interlocuteurs des pays riches pour conforter leur propre pouvoir et profiter eux aussi de leur argent.

Solidarité d'en bas

Au Proche-Orient particulièrement, où la population palestinienne est disséminée entre la bande de Gaza, la Cisjordanie, Israël et les pays arabes voisins, c'est bien l'union des travailleurs et travailleuses de toute la région, en lutte contre chacun de leurs gouvernements, qui permettra de changer la situation.

Mais pas seulement là-bas : c'est à nous ici de manifester notre solidarité avec le peuple palestinien. Nous qui faisons tourner l'économie, qui par notre travail enrichissons la minorité qui détient les richesses et les moyens de production, avons le pouvoir de tout bloquer, de tout arrêter, puisque nos gouvernements sont les principaux complices et fournisseurs d'armes de la politique criminelle de l'État d'Israël.

Nous aurions même les moyens de renverser les pouvoirs en place pour créer une société radicalement différente, mettre réellement fin aux injustices, en finir avec ce monde d'oppression et de guerres.

Comme le montrent les manifestations massives qui continuent dans le monde entier pour dénoncer le génocide à Gaza, les opprimés et les exploités aussi peuvent parler une seule langue : celle de la solidarité internationale.

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



Grève au Val

Aux ateliers du Val Notre Dame, on était prêt à se lancer fort en grève le 6 février dans le mouvement des technicentres. La grève a nationalement été annulée mais la prime métier de 75E brut par mois n'a été négociée que pour les collègues des ateliers TGV. On subit aussi l'inflation et l'austérité salariale, alors on la veut bien cette prime métier ! Pour l'obtenir, une grève locale a commencé cette semaine et son impact devrait rapidement se faire ressentir sur la circulation des trains.

Grève dans les technicentres : on reste sur notre faim

Après plusieurs débrayages pourtant réussis, la grève dans les technicentres TGV n'a donc finalement pas eu lieu. En cause, la levée du préavis de grève par la fédération SUD-Rail. La direction a certes dû faire quelques concessions, très insuffisantes, face à la pression imposée par toutes celles et ceux qui s'apprétaient à faire grève. Mais si elle l'a fait c'était de peur de perdre beaucoup plus en cas de réelle grève ! Ce n'est que partie remise, la contestation sur les salaires se poursuit dans d'autres métiers.

Trop peu trop tard

Sous pression des menaces de grève, Farandou a annoncé 3000 positions de rémunération supplémentaires pour les notations 2024 et une nouvelle fois une prime de 400E brut sur la paye de fin mars. Pas de quoi nous faire renoncer à agir ! Il ne reste plus qu'à nous verser encore dix fois 400E (sans oublier les retraités !) et on sera pas mal pour 2024 : ça s'appelle « augmentation générale des salaires et des pensions ».

Farandole de mensonges

Le PDG dit qu'il ne peut pas accéder aux revendications des ASCT qui s'appréhendent à faire grève car il doit assumer de donner la même chose à tout le monde. Mais les 1,1 milliards d'euros de dividendes de 2023 permettent tout à fait d'augmenter de 400E par mois l'ensemble des cheminot.e.s.

Les devoirs de la droite

Face à la crainte du mouvement de grève des ASCT de ce week-end, Gabriel Attal a prétendu rappeler les cheminots à l'ordre en invoquant le « devoir de travailler ». De la part d'un premier ministre n'ayant jamais bossé de sa vie mais comptant parmi les millionnaires du gouvernement, autant dire que ça ne nous a pas refroidis d'un degré !

S'organiser pour gagner

Le mouvement est organisé par le Collectif National ASCT qui s'était constitué en décembre 2022. Depuis, rien n'a réellement changé pour les ASCT, malgré les engagements de la direction, que les dirigeants du CNA avaient préféré écouter à l'époque.

Cette fois-ci, il est d'autant plus nécessaire à tous les grévistes de s'organiser et décider démocratiquement de ses suites. Des Assemblées Générales des grévistes ASCT sont prévues dans une dizaine de villes (Bayonne, Bordeaux, Narbonne, Nîmes, Orléans, Paris Nord, Toulouse, Tours, Vierzon) : la voie à suivre !

Effet domino ?

La meilleure chose qui pourrait nous arriver, c'est que le mouvement des ASCT s'étende à d'autres services. Comme le feu s'étend à la plaine, l'incendie social aurait la force de faire changer le rapport de force face à la direction. Plus question de négocier des primes ou autres miettes dans ces conditions. C'est les 400 euros d'augmentation des salaires pour tous qui pourraient devenir notre revendication commune !

RATP : 300 euros pour tous ou pas de Jeux olympiques

Des ouvriers de la maintenance du réseau de transport francilien ont envahi jeudi dernier le siège de la RATP pour réclamer une augmentation de 300 euros et de meilleures conditions de travail, alors que se tenaient les négociations annuelles obligatoires. « Pas de point, pas de train ! 300 euros ou pas de JO », indiquait la banderole syndicale sur la façade de l'immeuble du 12e arrondissement. La centaine de grévistes est ensuite entrée dans les bureaux. La direction de son côté a proposé 100 euros brut mensuels. La CGT-RATP a déposé un préavis de grève pour la période du 5 février au 9 septembre, soit celle des Jeux olympiques... Outre les 300 euros pour tous, la CGT demande une meilleure prise en charge de la mutuelle, la semaine de 32 heures et l'instauration d'un mécanisme d'indexation sur l'inflation. Des revendications qui ne concernent pas seulement les travailleurs de la RATP !



.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



<https://nouveauantipartcapitaliste.fr/>



@npanouveauantipartcapitaliste



@NPA_NouvParAnti